

# METTRE EN DÉROUTE L'ISLAM POLITIQUE ET L'IMPÉRIALISME, DEUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES INDISSOCIABLES

SAMIR AMIN \*

*Après avoir caractérisé l'islam politique dans ses variantes « radicales » ou « modérées », l'auteur insiste sur leur convergence de fond avec l'impérialisme qui n'a pas hésité à intervenir chaque fois que cette mouvance politique était menacée par les avancées révolutionnaires dont les échecs doivent également aux faiblesses des forces progressistes – gauche nationaliste, démocrates, communistes. L'auteur revient longuement sur quatre expériences : Afghanistan, Irak, Soudan, Yémen du Sud. Washington ne craint pas l'arrivée au pouvoir de forces « islamistes modérées » dont il sait fort bien s'accommoder. Une alternative démocratique dans la région moyen-orientale exige tout à la fois la mise en déroute du projet de contrôle militaire de l'impérialisme et du projet théocratique réactionnaire de l'islam politique.*

**L**a scène politique moyen-orientale est entièrement occupée par le déploiement du projet militaire des États-Unis d'une part et le discours de l'islam politique d'autre part. S'agit-il d'adversaires véritables ? Je donnerai les raisons pour lesquelles il n'en est rien <sup>1</sup>.

---

\* PRÉSIDENT DU FORUM MONDIAL DES ALTERNATIVES

<sup>1</sup> Dans un article publié dans *La Pensée* (n) 351, 2007) je proposais une analyse du défi de la modernité auquel les sociétés musulmanes sont confrontées (« L'islam politique contemporain, une théocratie sans projet social »), dont les arguments sont développés dans mon ouvrage *Modernisation, religion, démocratie* (Parangon, 2008), Dans un second article, publié dans *Monthly Review* new yorkaise (« Political Islam in the service of imperialism », décembre 2007), je plaçais l'accent sur la complicité politique de fait qui associe l'islam politique et le projet de Washington de contrôle militaire de la région. Cet article reprend celui de la *Monthly Review*, mis à jour.

Le projet des États-Unis, soutenu par leurs alliés subalternes européens (et israéliens pour la région concernée), est d'établir leur contrôle militaire sur l'ensemble de la planète. Le « Moyen Orient/ Caucase/Asie centrale » a été choisi, dans cette perspective, comme région de « première frappe », pour quatre raisons : (i) elle recèle les ressources pétrolières les plus abondantes de la planète et son contrôle direct par les forces armées des États-Unis donnerait à Washington une position privilégiée plaçant leurs alliés – l'Europe et le Japon – et leurs rivaux éventuels (la Chine) dans une position inconfortable de dépendance pour leur approvisionnement énergétique ; (ii) elle est située au cœur de l'ancien monde et facilite l'exercice de la menace militaire permanente contre la Chine et la Russie ; (iii) la région traverse un moment d'affaiblissement et de confusion qui permet à l'agresseur de s'assurer d'une victoire facile, au moins dans l'immédiat ; (iv) les États-Unis disposent dans la région d'un allié inconditionnel, Israël, qui dispose d'armes nucléaires.

Le déploiement de l'agression a placé les pays et nations situés sur la ligne de front (l'Afghanistan, l'Irak, la Palestine, le Liban, la Syrie, l'Iran) dans la situation particulière de pays détruits (les quatre premiers) ou menacés de l'être (la Syrie et l'Iran).

**10**

La question est alors de savoir quel type de régime politique doit être mis en place, capable de soutenir le projet. Les discours d'emballage de la propagande de Washington parlent de « démocratie ». En fait Washington ne s'emploie à rien d'autre qu'à substituer aux autocraties usées du populisme dépassé des autocraties obscurantistes prétendues « islamiques » (respect de la spécificité culturelle des « communautés » oblige). L'alliance renouvelée avec un Islam politique dit « modéré » (c'est-à-dire capable de maîtriser la situation avec suffisamment d'efficacité pour interdire les dérives « terroristes » – celles dirigées contre les États-Unis et elles seules bien entendu) constitue l'axe de l'option politique de Washington. L'alliance privilégiée entre Washington et l'autocratie archaïque du système saoudien de l'islam wahabite se situe dans ce cadre.

Face au déploiement du projet des États-Unis, les Européens inventaient leur propre projet, baptisé « partenariat euro méditerranéen ». Un projet fort peu hardi, encombré de bavardages sans suite, mais qui, lui également, se proposait de « réconcilier les pays arabes avec Israël », tandis qu'en excluant les pays du Golfe du « dialogue euro méditerranéen » ces mêmes Européens reconnaissaient par là même que la gestion de ces derniers pays relevait de la responsabilité exclusive de Washington.

Les peuples concernés d'autre part paraissent suivre massivement les partis de l'islam politique, dits modérés ou extrémistes et « terroristes »,

## **Islam « radical » et islam « modéré » ne diffèrent que par la tactique pour atteindre leur objectif commun**

Le projet de l'islam politique n'a pas la dimension sociale nécessaire pour donner leur légitimité aux transformations nécessaires en réponse aux défis du capitalisme<sup>2</sup>. C'est un projet conservateur, tout à fait acceptable par l'ordre mondial du capitalisme, un projet de dictature politique des hommes de religion qui n'exclut pas, mais intègre, les autres composantes du bloc hégémonique réactionnaire : l'armée et la bourgeoisie compradore anti-démocratique.

L'islam, comme toute autre religion, a su parfois s'adapter à des sociétés qui sont différentes de celle dont il est issu. Mais au troisième siècle de l'hégire Ibn Hanbal formule un *Credo* qui sera officialisé par le pouvoir et imposé comme seule forme d'interprétation des textes de base, à l'exclusion de tout autre. De ce fait, l'islam invoqué (dit celui des « ancêtres » – *Islam Salafi*) n'est rien de plus que celui qui allait devenir, à partir du cinquième siècle de l'hégire, l'interprétation religieuse d'un monde désormais bloqué dans son évolution, entré en décadence.

L'islam politique contemporain ne propose rien d'autre qu'une version conventionnelle et sociale de la religion, réduite au respect formel et intégral de la pratique rituelle. L'islam en question définirait une « communauté » à laquelle on appartient par héritage, comme l'ethnicité, et non une conviction personnelle intime et forte. Il s'agit seulement d'affirmer une « identité collective », rien de plus.

L'islam politique contemporain n'est pas le produit d'une réaction aux abus prétendus de la laïcité. Car aucune société musulmane des temps modernes – sauf dans la défunte Union soviétique – n'a jamais été véritablement laïque. L'État semi-moderne de la Turquie kémaliste, de l'Égypte nassérienne, de la Syrie et de l'Irak baathistes, s'était contenté de domestiquer les hommes de religion pour leur imposer un discours destiné exclusivement à légitimer ses options politiques. L'amorce d'une idée laïque n'avait pas de prise sur l'État ; et celui-ci, emporté par son projet nationaliste, a parfois reculé sur ce plan. L'explication de cette dérive est peut-être évidente : refusant la démocratie ces régimes leur substituaient « l'homogénéité de la communauté », dont on voit

---

<sup>2</sup> Je renvoie ici le lecteur à mon article de *La Pensée*.

le danger grandir jusque dans la démocratie en régression dans l'Occident contemporain lui-même.

Sans doute l'émergence des mouvements qui se réclament de l'islam est l'expression d'une révolte parfaitement légitime contre un système qui n'a rien à offrir aux peuples en question. Plus important est de remarquer que le statut de périphérie dans le système capitaliste mondial s'est traduit par l'impotence de la bourgeoisie nationale, incapable de conduire une révolution démocratique bourgeoise, puis abandonnant, par crainte de l'émergence des revendications populaires, la cause de la modernité démocratique. Simultanément ce statut et l'exercice de l'autocratie qui l'accompagnait constituaient un handicap supplémentaire à l'organisation des classes ouvrière et paysanne. Cette double impotence des classes modernes fondamentales à régler par leurs luttes et/ou leurs compromis la question du pouvoir a ouvert la voie aux coups d'État et au nationalisme populiste, lequel a rapidement épuisé son potentiel de transformation de la société dans le sens exigé par l'affirmation de son indépendance vis-à-vis du système mondial dominant. Le nassérisme et le baasisme suppriment par la violence les deux pôles autour desquels s'organisait la vie politique : le pôle libéral bourgeois, au mieux modérément démocratique, et le pôle populaire communiste. La dépolitisation que cette double suppression représentait a créé un vide que l'islam politique a rempli, préparé par l'amorce d'islamisation de l'État et de la société entreprise par les populismes nationaux pour faire barrage au communisme.

12

L'islam politique moderne avait été inventé par les orientalistes au service du pouvoir britannique en Inde, avant d'être repris tel quel par le Pakistanais Mawdudi. Il s'agissait de « prouver » que les musulmans croyants ne sont pas autorisés à vivre dans un État qui ne serait pas lui-même islamique – anticipant sur la partition de l'Inde parce que l'islam ignorerait la possibilité d'une séparation entre l'État et la religion. Les orientalistes en question ont omis d'observer que les Anglais du XIII<sup>e</sup> siècle n'auraient pas d'avantage conçu leur survivance hors de la chrétienté !

Abul Ala Al Mawdudi reprend donc le thème selon lequel le pouvoir émane de Dieu et de lui seul, refusant le concept de citoyens ayant le droit de légiférer, l'État n'ayant que la charge d'appliquer la loi définie une fois pour toute (la « charia »). Joseph de Maistre avait déjà écrit des choses analogues, accusant la Révolution du crime d'avoir inventé la démocratie moderne et l'émancipation de l'individu. L'islam politique refuse le principe même de la démocratie – le droit pour la société de construire son avenir par la liberté qu'elle se donne de légiférer. Le principe de la *Shura* que l'islam politique

prétend être la forme islamique de la démocratie ne l'est pas, étant prisonnier de l'interdit de l'innovation (*ibda*). La *Shura* n'est que l'une des multiples formes de la consultation qu'on trouve dans toutes les sociétés pré modernes, pré démocratiques. En Égypte, Sayed Qotb, l'idéologue à l'époque des Frères Musulmans, adopte intégralement ces thèses qui le seront du Maroc à l'Indonésie. Qui dit mieux! Un projet qui donne crédibilité au discours de l'orientaliste réactionnaire et islamophobe Bernard Lewis, selon lequel les croyants étaient inéluctablement condamnés à se rallier à la formule, parce qu'elle constitue « l'islam vrai »!

Il n'y a, de ce point de vue fondamental, guère de différence entre les courants dits « radicaux » de l'islam politique et ceux qui voudraient se donner un visage « modéré ». Le projet des uns et des autres est identique. Leurs propres textes, publiés, et qu'il faut lire avant d'en parler, l'attestent. Ces projets se donnent tous pour objectif la mise en place d'une théocratie au sens plein du terme. Ils récusent tous la démocratie, Allah seul étant autorisé à légiférer. Qui donc interprétera cette loi divine (la charia) qui établit le « règne » de Dieu (*hakimiya lillah*) ? Seuls les hommes de religion sont équipés pour le faire (*wilaya al faqih*), et c'est donc à eux seuls que doit revenir l'exercice de la totalité des pouvoirs, confondus. On a du mal à imaginer une société sans quelque forme de régulation juridique des pratiques que la vie impose. Si, comme l'islam politique le propose, on récuse le législateur élu pour le faire, ce pouvoir ne peut être exercé que par des « juges » qui, par les pratiques du raisonnement par analogie, peuvent étendre la charia à des domaines nouveaux. Gouvernement des seuls « juges » comme le pratique en Somalie celui des « tribunaux islamiques », la forme véritablement suprême de l'islam politique.

Simultanément tous ces programmes interdisent à l'État d'intervenir dans la vie économique, qui doit être intégralement soumise aux seules règles des rapports marchands, licites dans la charia. Le programme laisse donc intact le pouvoir réel des classes possédantes, interdit de s'attaquer à la propriété, qui est sacrée, aux fortunes, quelque importantes et inégalement réparties soient-elles. Les pratiques du capitalisme sont toutes considérées comme licites, à l'exception du prêt à intérêt (un interdit que les banques islamiques ont contourné sans difficulté). Par contre le socialisme, même réformiste modéré, est toujours impie. Le président Bush n'aurait pas dit mieux. On comprend que l'islam politique prétendu modéré soit traité en allié par Washington. Seuls Hamas en Palestine et Hezbollah au Liban sont condamnés par les États-Unis et leurs alliés européens. Sans doute parce que ces partis sont contraints par la géographie de résister aux agressions du sionisme.

Unis dans leur objectif final, les partis religieux en question ne diffèrent que sur la question de la tactique pour y parvenir. Les « modérés » comme les Frères Musulmans préconisent l'infiltration des appareils d'État en place. Ils n'ont pas tort. Car un programme comme le leur, qui ne conçoit pas d'autre forme du pouvoir que violemment autocratique, ne gêne en rien les dictatures en place et les bourgeoisies compradore ! En fait ce sont les régimes en place qui préparent la dictature théocratique. Car si les islamistes sont parvenus à contrôler la société civile, c'est grâce à la complicité active des gouvernements. Simultanément l'État autocratique intervient avec la dernière violence contre les mouvements sociaux populaires, interdit aux forces progressistes toute forme d'action (qualifiée immédiatement d'« agitation communiste »), interdit l'organisation indépendante de syndicats et de coopératives

14

Face à des mouvements puissants de revendication sociale (comme en Égypte les grèves ouvrières du printemps 2008 ou la résistance des paysans à la restitution des terres de la réforme agraire à leurs anciens propriétaires) les Frères Musulmans ont pris une position claire et hostile, en défendant les « droits sacrés de la propriété », la réforme agraire et les droits du travail étant dans leur interprétation de l'islam le produit du « satan communiste ».

La dérive du monde musulman contemporain en direction d'un projet d'islam politique proposé en alternative refusant les termes du choix entre capitalisme et socialisme – tous deux qualifiés d'options strictement « occidentales » et partant étrangères à la culture des peuples concernés – et leur substituant la proclamation que « l'islam est la solution », ne doit pas être traitée avec légèreté. Les réponses données au défi du type « s'allier à l'islam politique » contre les régimes autocratiques, ou l'inverse, commandées par des considérations de stricte tactique politique à court terme ne prennent pas la mesure véritable du danger, qui est gigantesque.

Accepter, dans ces conditions, la « venue au pouvoir » des islamistes dits « modérés » par la voie électorale, comme le suggèrent certains démocrates occidentaux, c'est tomber dans le piège. La seule revendication démocratique qu'il faut défendre, c'est d'exiger la reconnaissance des droits des classes populaires et des forces progressistes à l'organisation et à l'action. Elles seules peuvent faire barrage au fascisme déguisé en islamisme.

## **Un triptyque modernité-démocratie-laïcité partout en débat**

L'image que la région arabe et islamique donne d'elle-même aujourd'hui est celle de sociétés dans lesquelles la religion (l'islam)

occupe le devant de la scène dans tous les domaines de la vie sociale et politique. Au point qu'il paraît incongru d'imaginer qu'il puisse en être autrement. La majorité des « observateurs » étrangers (responsables politiques et médias) en concluent qu'il faudra bien que la modernité, voire la démocratie, s'accommodent de cette présence lourde de l'islam, interdisant de facto la laïcité.

La modernité constitue une rupture dans l'histoire universelle, amorcée en Europe à partir du xvi<sup>e</sup> siècle. La modernité proclame l'être humain responsable de son histoire, individuellement et collectivement, et par là même rompt avec les idéologies dominantes prémodernes. La modernité permet alors la démocratie, comme elle exige la laïcité, au sens de séparation du religieux et du politique. Formulée par les Lumières du xviii<sup>e</sup> siècle, mise en œuvre par la Révolution française, l'association complexe modernité/démocratie/laïcité, ses avancées et ses reculs sont depuis au cœur du façonnement du monde contemporain. Mais la modernité par elle-même n'est pas seulement une révolution culturelle, elle ne prend son sens que par le rapport étroit qu'elle entretient avec la naissance puis l'essor du capitalisme. Ce rapport a conditionné les limites historiques de la modernité « réellement existante ». Les formes concrètes de la démocratie et de la laïcité qu'on trouve ici et là doivent alors être considérées comme les produits de l'histoire concrète de l'essor du capitalisme, c'est-à-dire qu'elles ont été façonnées par les conditions concrètes dans lesquelles la domination du capital s'est exprimée – les compromis historiques qui définissent les contenus sociaux des blocs hégémoniques (ce que j'appelle les « parcours historiques des cultures politiques »)<sup>3</sup>.

Où se situent de ce point de vue les peuples de la région « Moyen-Orient » concernée ? L'image de foules de barbus prosternés et de cohortes de femmes voilées inspire des conclusions un peu trop rapides concernant l'intensité de l'adhésion religieuse des individus. On mentionne rarement les pressions sociales exercées pour obtenir le résultat ; les femmes n'ont pas choisi le voile, on le leur impose avec la dernière violence ; se faire remarquer par son absence à la prière coûte presque toujours le travail, parfois la vie. Les amis occidentaux « culturalistes » qui appellent au respect de la diversité

---

<sup>3</sup> Dans mon article de *La Pensée* j'insiste sur la question de la laïcité, composant incontournable de la modernité et de la démocratie. Je proposais une explication des raisons pour lesquelles la *Nahda* (Renaissance) arabe du xix<sup>e</sup> siècle a achoppé sur cette question et de ce fait ne constitue pas une première étape de la modernisation des régions concernées, mais l'avortement de celle-ci.

des convictions se renseignent rarement sur les procédés mis en œuvre par les pouvoirs pour donner l'image qui leur convient. Il y a certes des « fous de Dieu ». Sont-ils en proportion plus nombreuse que les Catholiques d'Espagne qui défilent à Pâques ? Ou que les foules innombrables qui aux États-Unis écoutent les téléprédicateurs ?

La région en tout cas n'a pas toujours donné cette image d'elle-même. Au-delà des différences de pays à pays, on peut identifier une grande région qui va du Maroc à l'Afghanistan, intègre tous les peuples arabes (à l'exception de ceux de la péninsule arabique), les Turcs, les Iraniens, les Afghans et les peuples d'Asie centrale ex-soviétique, dans laquelle les potentiels de développement de la laïcité sont loin d'être négligeables. La situation est différente chez d'autres peuples voisins, les Arabes de la péninsule ou les Pakistanais.

Dans la région concernée les traditions politiques ont été fortement marquées par les courants radicaux de la modernité : les Lumières, la révolution française, la révolution russe, le communisme de la III<sup>e</sup> internationale ont été présents dans tous les esprits et y ont occupé beaucoup plus de place que le parlementarisme de Westminster par exemple. Ces courants dominants ont inspiré les modèles majeurs de la transformation politique que les classes dirigeantes ont mis en œuvre, qu'on pourrait qualifier par certains de leurs aspects de formes de « despotisme éclairé ».

16

C'était certainement le cas dans l'Égypte de Mohamed Ali ou du khédivé Ismaïl. Le kémalisme en Turquie et la modernisation en Iran ont opéré avec des méthodes qui s'en rapprochent. Le national-populisme propre aux étapes plus récentes de l'histoire appartient à la même famille de projets politiques « modernistes ». Les variantes du modèle ont été nombreuses (FLN algérien et bourguibisme tunisien, nassérisme égyptien, baasisme de Syrie et d'Irak), mais la direction du mouvement analogue. Les expériences d'apparence extrême – les régimes dits « communistes » en Afghanistan et au Yémen du Sud – n'étaient en réalité guère différents. Tous ces régimes ont beaucoup réalisé, et, pour cette raison, bénéficié d'un soutien populaire très large. C'est pourquoi, quand bien même n'ont-ils pas été véritablement démocratiques, ils ouvraient la voie à une évolution possible dans cette direction. Dans certaines circonstances – comme celles de l'Égypte de 1920 à 1950 –, l'expérience de démocratie électorale a été tentée, soutenue par le centre anti-impérialiste modéré (le Wafd), combattue par la puissance impérialiste dominante (la Grande-Bretagne) et ses alliés locaux (la monarchie). La laïcité – mise en œuvre dans des versions modérées à vrai dire – n'était pas « refusée » par les peuples ; c'était au contraire les hommes de religion qui passaient auprès de l'opinion générale pour des obscurantistes – ce qu'ils étaient dans leur grande majorité.



Les expériences modernistes – du despotisme éclairé au national populisme radical – n'ont pas été le produit du hasard. Elles ont été imposées par des mouvements politiques puissants, dominants dans les classes moyennes, qui exprimaient par ce moyen leur volonté de s'imposer dans la mondialisation moderne comme partenaires à part entière, de plein droit. Ces projets qu'on peut qualifier de « bourgeois nationaux » étaient modernistes, laïcisants et potentiellement porteurs d'évolutions démocratiques. Mais précisément parce que ces projets entraient en conflit avec les intérêts de l'impérialisme dominant, celui-ci les a combattus sans relâche et mobilisé systématiquement à cet effet les forces obscurantistes en déclin.

On connaît l'histoire des Frères Musulmans, littéralement créés dans les années 1920 en Égypte par les Britanniques et la monarchie pour barrer la route au Wafd démocrate et laïc. On connaît l'histoire de leur retour en masse de leurs asiles séoudiens après la mort de Nasser, organisé par la CIA et Sadate. On connaît l'histoire des Talibans formés par la CIA au Pakistan pour combattre les « communistes » qui avaient ouvert les écoles à tous, garçons et filles. On sait même que les Israéliens ont soutenu le Hamas à ses débuts pour affaiblir les courants laïcs et démocratiques de la résistance palestinienne.

L'islam politique aurait eu beaucoup de difficultés à franchir les frontières de l'Arabie saoudite et du Pakistan sans le soutien résolu permanent et puissant des États-Unis. Sans doute la société de l'Arabie Saoudite n'avait-elle jamais amorcé sa sortie de la tradition lorsque fut découvert l'océan de pétrole qui gisait sous son sol. L'alliance entre l'impérialisme et la classe dirigeante « traditionnelle », scellée immédiatement, faisait l'affaire des deux partenaires et donnait un souffle nouveau à l'islam politique réactionnaire wihabite. De leur côté, les Britanniques étaient parvenus à briser l'unité indienne en convainquant les leaders musulmans de créer leur État propre, enfermé par son acte de naissance même dans l'islam politique. On observera que la « théorie » par laquelle cette curiosité a été légitimée – attribuée à Mawdudi – avait été préalablement intégralement rédigée par les orientalistes anglais au service de Sa Majesté.

On comprend alors que l'initiative prise par les États-Unis pour casser le front uni des États d'Asie et d'Afrique mis en place à Bandoung (1955) ait consisté à créer une « Conférence islamique » immédiatement promue (dès 1957) par l'Arabie Saoudite et le Pakistan. L'islam politique a pénétré dans la région par ce moyen.

La moindre des conclusions qu'on doit tirer des observations rappelées ici c'est bien que l'islam politique n'est pas le produit

spontané de l'affirmation par les peuples concernés de la force authentique de leur conviction religieuse. L'islam politique a été construit par l'action systématique de l'impérialisme soutenu bien entendu par les forces réactionnaires obscurantistes et les classes compradore inféodées. Cela étant la responsabilité des gauches qui n'ont ni vu ni su comment faire face au défi reste indiscutable.

### **Quatre avancées réelles, mais suivies de reculs dramatiques (Afghanistan, Irak, Soudan, Yémen du Sud)**

Les exemples d'avancées suivies de reculs dramatiques ont rempli l'histoire des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Ils constituent la trame de l'histoire des trois grandes révolutions du monde moderne (la française, la russe, la chinoise). Des avancées moins spectaculaires mais néanmoins importantes ont tissé l'histoire des peuples asiatiques et africains à l'époque de Bandoung (1955-1980). Partout elles ont été suivies de reculs allant jusqu'au rétablissement de pouvoirs compradore soumis à la dictature impérialiste<sup>4</sup>.

18

Dans quatre pays de la région concernée (l'Afghanistan, l'Irak, le Soudan, le Yémen du Sud) des avancées révolutionnaires remarquables ont été gommées par des reculs dramatiques.

Les quatre cas sont ceux de sociétés musulmanes. Mais ce caractère commun ne fournit pas un élément d'explication important. Les quatre expériences en question partagent un caractère commun d'une tout autre importance : elles ont été le produit de « situations révolutionnaires ». J'entends par là la conjonction de facteurs objectifs et subjectifs qui ont conduit en théorie et en pratique au choix de la solution révolutionnaire. Facteurs objectifs : des pays où la structure sociale et l'organisation des pouvoirs étaient traversées de contradictions plus explosives qu'ailleurs. Facteurs subjectifs : la présence de partis communistes puissants décidés à tenter la solution révolutionnaire, « armés de la pensée marxiste ».

Les quatre sociétés en question sont, comparativement à d'autres, moins homogènes du point de vue confessionnel ou ethnique. Mais il ne s'agit là que d'une réalité fréquente dans l'histoire, l'homogénéisation étant souvent un produit de la modernisation. Une réalité qui n'implique pas, loin de là, « l'hostilité naturelle »

---

<sup>4</sup>Cf. Samir Amin, *L'éveil du Sud*, Le Temps des cerises, 2008. Je propose dans cet ouvrage une analyse des avancées de la période de Bandoung (1955-1980) en Asie et en Afrique, des raisons de leur érosion puis effondrement sous les coups du libéralisme impérialiste passé à l'offensive.

des composantes du pays. Qu'il s'agisse de chiïtes ou de sunnites, d'Arabes ou de Kurdes (Irak), de peuples de langue persane ou turque (Afghanistan), de musulmans et de non-musulmans (Soudan) ou de sujets d'un émiettement « féodal » (Yémen du Sud). Cette hétérogénéité a été un facteur favorable à la réponse révolutionnaire, parce qu'elle s'est traduite surtout par la faiblesse relative des pouvoirs locaux, anciens « indépendants », ou soumis—avec la modernisation—à la protection des puissances impérialistes. Une faiblesse de ce pouvoir qui se transforme—dans les moments de crise—par son éclatement selon les lignes qui définissent l'hétérogénéité en question; tandis que les forces révolutionnaires sont en position de tirer profit de l'aspiration générale à l'unité du peuple en lutte contre les pouvoirs en place.

Dans les quatre pays, la société « moderne » minoritaire face à une masse d'apparence « traditionnelle » a été de ce fait particulièrement attirée par les solutions radicales, par un projet de « modernisation par en haut, soutenu par en bas », inscrivant celle-ci dans la perspective socialiste. Le succès des partis communistes dans la « minorité » modernisée de la société a été ici remarquable. Ces partis communistes sont parvenus à ouvrir des avancées révolutionnaires remarquables : en Afghanistan et au Yémen ils ont conquis le pouvoir d'État, en Irak et au Soudan ils n'ont pas été loin d'y parvenir.

19

Les causes de l'échec des quatre avancées révolutionnaires en question sont diverses.

La première procède de la volonté délibérée des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de leurs alliés subalternes européens de détruire ces avancées par la violence la plus extrême, y compris l'intervention militaire, mise en œuvre (Afghanistan, Irak plus tard), ou la menace sérieuse d'y recourir. Car les quatre pays considérés sont importants du point de vue des intérêts globaux de l'impérialisme, qui peut difficilement renoncer à les contrôler. Dans leur stratégie les impérialistes ont mobilisé toutes les forces obscurantistes possibles et imaginables, les ont financées et équipées (militairement). Les Frères Musulmans et les Wahabites archaïques d'Arabie les ont aidés à le faire. Mais il faut tout également signaler au moins la neutralité bienveillante (et parfois la complicité établie) des régimes du nationalisme populiste : Égypte, Libye.

La seconde procède des difficultés réelles à intégrer dans le bloc démocratique soutenant les avancées révolutionnaires certains segments des « classes moyennes ». Tous les efforts ont été déployés d'une manière tout à fait systématique, entre autre par les Frères Musulmans, soutenus par des interventions brutales du pouvoir (interdiction d'organisations, arrestations en masse et torture), pour fermer les voies d'accès des partis communistes auprès des masses populaires.

La troisième procède des faiblesses « théoriques » des partis en question, de leur analyse d'un marxisme « sommaire »<sup>5</sup>. Produits de l'écho puissant de la révolution russe en Orient, les partis communistes se sont rangés sans hésitation dans le camp du « marxisme-léninisme » auquel ils sont restés verbalement fidèles jusqu'à l'effondrement de 1990 qui les a surpris, ne s'étant jamais véritablement posé de questions sur la nature du système et ses problèmes. La perestroïka leur est apparue comme une nouvelle étape bienvenue du développement du socialisme triomphant. Ils ignoraient la crise profonde de la société soviétique qui en était à l'origine. Par la suite ils ont considéré les options malheureuses de Gorbatchev comme simplement des erreurs, voire une trahison. Convaincus du caractère « marxiste-léniniste » du Parti communiste soviétique, les partis communistes en question ont toujours verbalement rallié les positions défendues par la diplomatie soviétique, elle-même très attentive aux développements dans ces pays stratégiques. Je dis verbalement car en fait les partis concernés – beaucoup de leurs cadres et dirigeants – ont conservé malgré tout leur propre jugement et ont contourné les interventions insistantes de Moscou. Il en a été ainsi lorsque Moscou insistait pour que ces partis se dissolvent pour adhérer aux partis nationalistes au pouvoir (nassériens et baasistes) qualifiés d'engagés dans la « voie non capitaliste ».

La combinaison de ces éléments explique les échecs.

La réflexion sur la question « démocratique » devrait être au centre des conclusions qu'on peut tirer de ces histoires tragiques. Non pas que les partis communistes en question aient été « anti-démocratiques » par nature (« totalitaires » répètent les propagandes occidentales). Ils ont constitué au contraire les forces les plus démocratiques des sociétés concernées, en dépit des limites de leurs pratiques (dites de « centralisme démocratique », etc.).

L'exemple du Soudan illustre tragiquement la contradiction entre la pratique de la démocratie électorale multiparti représentative d'une part et les besoins urgents d'une démocratie authentique au service du progrès social d'autre part. Plusieurs fois dans l'histoire contemporaine du Soudan (avant la mise en place de la dictature militaire/islamique) – pays attaché aux élections libres – la révolution en marche (appuyée par le peuple) a été remise en question par un Parlement élu (correctement) dominé par les partis traditionnels ennemis à la fois de la démocratie (quand nécessaire) et du progrès social (toujours).

---

<sup>5</sup> Il existe une bonne documentation sur l'histoire des partis communistes arabes, en arabe évidemment.

L'alternative? Le «despotisme éclairé» du Parti comme en Afghanistan? Oxymore diront certains: le despotisme est toujours antidémocratique, les Lumières sont toujours démocratiques. Simplification dogmatique qui ne tient pas compte des exigences du «temps long d'apprentissage et d'approfondissement de la démocratie», de l'invention nécessaire et permanente de formes (y compris institutionnelles) nouvelles, allant bien au-delà de la formule occidentale de la démocratie électorale représentative.

L'alternative? Parti «unique» ou front de forces diverses authentiquement autonomes (non «courroies de transmission») mais soucieuses de convergence réelle dans la stratégie de la longue transition? Les partis des quatre pays considérés n'ont jamais tranché la question, ni dans le sens bureaucratique banalisé ailleurs (et c'est à porter à leur crédit), ni dans le sens d'une formulation cohérente de l'alternative. Cette faiblesse traduit l'un des aspects de l'interprétation sommaire du marxisme qui les a caractérisés.

### **L'Afghanistan**

En Afghanistan une monarchie, qu'on peut qualifier si l'on veut de «féodale», gouvernait (à peine) un ensemble de régions aux frontières floues, elles-mêmes en fait directement gérées par leurs maîtres locaux. Sa longue tentative de résistance à l'agression de la Grande-Bretagne - soucieuse de couper la route de l'océan Indien aux Russes puis aux Soviétiques établis au Turkestan - ne lui avait néanmoins pas permis de donner au pays l'homogénéité et la force capables de répondre au défi de la transformation sociale. On ne s'étonnera pas alors que les élites sociales et intellectuelles capables de prendre la mesure de cet échec aient été naturellement convaincues - à l'unanimité ou presque - que le modèle du socialisme (soviétique) étant seul capable d'y répondre.

Le parti communiste d'Afghanistan en fait deux partis en un (Parcham - le Drapeau, Khalq - le Peuple) n'est pas parvenu au pouvoir par un coup d'État militaire fabriqué par Moscou (sur le modèle des coups de la CIA) comme on le croit, hélas, dans l'opinion occidentale. Il s'est emparé du pouvoir déliquescents de la monarchie; les quelques officiers communistes qui ont «envahi» le Palais n'ont pas mis en place leur dictature, mais ouvert la voie au pouvoir exercé par le Parti. Moscou n'y était pas pour grand-chose au départ; Moscou se satisfait parfaitement de la monarchie «neutraliste» en politique internationale. Mais l'un des segments du PC estimait que, face à l'agression (militaire) des États-Unis, prévisible et inévitable (ce qui était indiscutablement un jugement correct), le soutien soviétique s'imposait. L'autre segment du Parti

estimait que ce soutien ne renforcerait pas la capacité du pays à résister victorieusement à l'impérialisme, mais au contraire risquait de compliquer la tâche.

L'Afghanistan a connu le meilleur moment de son histoire moderne à l'époque de la République dite « communiste ». Un régime de despotisme éclairé moderniste, ouvrant largement l'éducation aux enfants des deux sexes, adversaire de l'obscurantisme et de ce fait bénéficiant de soutiens décisifs à l'intérieur de la société. La « réforme agraire » qu'il avait entreprise était pour l'essentiel un ensemble de mesures destinées à réduire les pouvoirs tyranniques des chefs de tribus. Le soutien – au moins tacite – des majorités paysannes garantissait le succès probable de cette évolution bien amorcée. La propagande véhiculée tant par les médias occidentaux que ceux de l'islam politique a présenté cette expérience comme celle d'un « totalitarisme communiste et athée » rejeté par le peuple afghan. En réalité le régime, comme celui d'Ataturk en son temps, était loin d'être « populaire ».

**22**

Le fait que ses promoteurs se soient autoqualifiés de communistes dans leurs deux fractions majeures (Khalq et Parcham) n'est en rien surprenant. Le modèle des progrès accomplis par les peuples voisins d'Asie centrale soviétique (en dépit de tout ce qu'on a pu raconter à ce sujet et en dépit des pratiques autocratiques du système), par comparaison avec les désastres sociaux permanents de la gestion impérialiste britannique dans les pays voisins (l'Inde et le Pakistan), avait eu pour effet, ici comme dans beaucoup d'autres pays de la région, d'encourager les patriotes à prendre la mesure de l'obstacle que l'impérialisme constituait pour toute tentative de modernisation. L'invitation à l'intervention que certaines fractions ont adressé aux Soviétiques pour se débarrasser des autres a certainement pesé négativement et hypothéqué les possibilités du projet national-populiste-moderniste.

Les États-Unis en particulier et leurs alliés de la triade en général ont toujours été les adversaires tenaces des modernisateurs afghans, communistes ou pas. Ce sont eux qui ont mobilisé les forces obscurantistes de l'islam politique à la pakistanaise (les Talibans) et les seigneurs de la guerre (les chefs de tribus neutralisés avec succès par le régime dit « communiste »), les ont entraînés et armés. Même après le retrait soviétique la résistance dont le gouvernement de Najibullah démontrait la capacité l'eût probablement emporté sans l'offensive militaire pakistanaise venue soutenir les Talibans puis, accélérant le chaos, celle des forces reconstituées des seigneurs de la guerre.

L'Afghanistan a été dévasté par l'intervention des États-Unis et de leurs alliés et agents, islamistes en particulier. L'Afghanistan ne

peut pas se reconstruire sous la houlette de leur pouvoir, à peine déguisé par celui d'un pitre sans racines dans le pays, parachuté par la transnationale texane dont il était l'employé. La prétendue « démocratie » au nom de laquelle Washington, l'Otan et l'ONU appelée à la rescousse prétendent justifier la poursuite de leur « présence » (en fait occupation), mensonge dès l'origine, est devenue une farce grossière.

Il n'y a qu'une solution au « problème » afghan : que toutes les forces étrangères quittent le pays et que toutes les puissances soient contraintes de s'abstenir de financer et d'armer leurs « alliés ». Aux bonnes consciences qui expriment leur crainte que le peuple afghan tolérera alors la dictature des Talibans (ou des chefs de guerre) je répondrai que la présence étrangère a été jusqu'ici et reste le meilleur soutien à cette dictature ! Et que le peuple afghan s'était engagé dans une autre direction – porteuse potentiellement du meilleur possible – à l'époque où « l'Occident » était contraint de s'occuper moins de ses affaires. Au despotisme éclairé des « communistes » l'Occident civilisé a toujours préféré le despotisme obscurantiste, infiniment moins dangereux pour ses intérêts !

### **L'Irak**

23

En Irak la monarchie « sunnite » d'importation britannique ne pouvait se maintenir qu'en renonçant à son indépendance réelle. Le Parti communiste irakien était alors en mesure de gagner les cœurs des masses chez les Kurdes et les Arabes chiites, de gagner les esprits de toute la classe éduquée, en particulier évidemment chez les étudiants mais aussi dans de larges segments des classes moyennes urbaines nouvelles (professions, officiers de l'armée). À l'ordre de la monarchie au service des Britanniques il pouvait opposer la réalité forte de l'unité millénaire de la Mésopotamie – les pays du Tigre et de l'Euphrate –, en dépit de sa diversité.

En Irak la chute de la monarchie en 1958 n'a pas davantage été le produit d'un « coup d'État militaire ». L'intervention d'un groupe d'officiers (dont des communistes, mais aussi des nationalistes progressistes) ne venait que couronner des luttes de masses imposantes, dans lesquelles le Parti communiste jouait un rôle décisif (en coopération avec d'autres organisations arabes et kurdes, progressistes à des degrés divers). Le Baas et les Frères Musulmans ont été remarquablement absents dans ces luttes. Le régime, présidé par Abdel Karim Kassem, était de ce fait assis sur une alliance politique qui rassemblait le Parti communiste, les mouvements progressistes kurdes et les nationalistes (indépendants du Baas). La concurrence entre ces derniers et le Parti communiste

a été permanente, vive. Au point qu'à un moment donné, s'appuyant sur la fraction des officiers communistes ou proches, le Parti communiste a pensé être en mesure de faire pencher la balance en sa faveur. L'échec est dû à la conjonction des interventions des forces réactionnaires locales (soutenues de l'extérieur), des nassériens et des baasistes alliés. En Irak le rapport des forces n'a pu être inversé que par les dictatures sanglantes de Abdelsalam Aref, puis du Baas, avec le soutien inconditionnel des Frères Musulmans, des régimes autocratiques pro-impérialistes du Golfe, et même de l'Égypte nassérienne. Nasser n'est-il pas le « père de l'indépendance du Koweït », fabriquée par les Britanniques en 1961 et soutenue par l'Égypte d'alors ? La voie était ouverte au régime de Saddam Hussein.

24

La diplomatie armée des États-Unis s'était donné l'objectif de détruire littéralement l'Irak bien avant que le prétexte ne le lui en ait été donné par deux fois, à l'occasion de l'invasion du Koweït en 1990, puis après le 11 Septembre exploité à cette fin par Bush junior avec cynisme et mensonge à la Goebbels à la clé (« répétez un mensonge mille fois, il devient vérité »). La raison en est simple et n'a rien à voir avec le discours appelant à la « libération » du peuple irakien de la dictature sanglante (réelle) de Saddam Hussein. L'Irak possède dans son sous-sol une bonne part des meilleures ressources pétrolières de la planète ; mais de surcroît l'Irak était parvenu à former des cadres scientifiques et techniques capables, par leur masse critique, de soutenir un projet national consistant. Ce « danger » devait être éliminé par une « guerre préventive » que les États-Unis se sont donné le droit de faire quand et où ils le décident, sans le moindre respect pour le « droit » international.

Au-delà de ce constat d'évidence banale, plusieurs séries de questions sérieuses restent à examiner : (i) pourquoi le plan de Washington a pu donner les apparences d'un succès fulgurant aussi aisément ? (ii) quelle situation nouvelle il a créée à laquelle la nation irakienne est confrontée aujourd'hui ? (iii) quelles réponses les différentes composantes du peuple irakien donnent à ce défi ? (iv) quelles solutions les forces démocratiques et progressistes irakiennes, arabes et internationales peuvent-elles promouvoir ?

La défaite de Saddam Hussein était prévisible. Face à un ennemi dont l'avantage principal réside dans la capacité d'exercice du génocide par bombardements aériens impunis (en attendant l'usage du nucléaire), les peuples n'ont qu'une seule réponse possible efficace : déployer leur résistance sur leur sol envahi, comme le peuple libanais l'a démontré. Or le régime de Saddam s'était employé à annihiler tous les moyens de défense à la portée de son peuple, par la destruction systématique de toute organisation, de tous les



partis politiques (à commencer par le parti communiste) qui ont fait l'histoire de l'Irak moderne, y compris du Baas lui-même qui avait été l'un des acteurs majeurs de cette histoire. Ce qui devrait surprendre dans ces conditions ce n'est pas que le « peuple irakien » ait laissé envahir son pays sans combat, ni même que certains comportements (comme sa participation apparente aux élections organisées par l'envahisseur ou l'explosion de luttes fratricides opposant Kurdes, Arabes sunnites et Arabes chiites) semblent constituer des indices d'une défaite acceptée possible (celle sur laquelle Washington avait fondé ses calculs), mais au contraire que les résistances sur le terrain se renforcent chaque jour (en dépit de toutes les faiblesses graves dont ces résistances font preuve), qu'elles aient déjà rendu impossible la mise en place d'un régime de laquais capable d'assurer les apparences « d'ordre », en quelque sorte qu'elles aient déjà démontré l'échec du projet de Washington. La reconnaissance internationale de ce gouvernement fantoche par les Nations Unies domestiquées ne change rien à la réalité ; elle n'est ni légitime ni acceptable.

Une situation nouvelle est néanmoins créée par l'occupation militaire étrangère. La nation irakienne est réellement menacée, ne serait-ce que parce que le projet de Washington, incapable de maintenir son contrôle sur le pays (et piller ses ressources pétrolières, ce qui constitue son objectif numéro un) par l'intermédiaire d'un gouvernement d'apparence « national », ne peut être poursuivi qu'en cassant le pays. L'éclatement du pays en trois « États » au moins (kurde, arabe sunnite et arabe chiite) a peut être été dès l'origine l'objectif de Washington aligné sur Israël (les archives le révéleront dans l'avenir). Toujours est-il qu'aujourd'hui la « guerre civile » est la carte que Washington joue pour légitimer le maintien de son occupation. Car l'occupation permanente était–et demeure–l'objectif : c'est le seul moyen pour Washington de garantir son contrôle du pétrole. On ne peut certainement donner aucun crédit aux « déclarations » d'intention de Washington, du style « nous quitterons le pays dès que l'ordre sera revenu ». On se souvient que les Britanniques n'ont jamais dit de leur occupation de l'Égypte, à partir de 1882, qu'elle était autre chose que « provisoire » (elle a duré jusqu'en 1956 !). Entre temps bien entendu, chaque jour, les États-Unis détruisent un peu plus par tous les moyens, y compris les plus criminels, le pays, ses écoles, ses usines, ses capacités scientifiques.

Les réponses que le peuple irakien donne au défi ne paraissent pas–dans l'immédiat tout au moins–à la mesure de sa gravité extrême. C'est le moins qu'on puisse dire. Quelles en sont les raisons ?

Au lendemain de la Première Guerre mondiale la colonisation britannique a eu beaucoup de mal à vaincre la résistance du peuple

irakien. En pleine consonance avec leur tradition impériale les Britanniques ont fabriqué pour soutenir leur pouvoir une monarchie importée et une classe de propriétaires latifundiaires, comme ils ont donné une position privilégiée à l'islam sunnite. Mais en dépit de leurs efforts systématiques les Britanniques ont échoué. Le Parti communiste et le parti baasiste ont constitué les forces politiques organisées principales qui ont précisément mis en déroute le pouvoir de la monarchie « sunnite » détestée par tous, peuple sunnite, chiite et kurde. La concurrence violente entre ces deux forces, qui a occupé le devant de la scène entre 1958 et 1963, s'est soldée par la victoire du Baas, saluée à l'époque par les puissances occidentales avec soulagement. Pourtant le projet communiste portait potentiellement en lui une évolution démocratique possible, celui du Baas pas du tout. Parti nationaliste pan arabe et unitaire en principe, admirateur du modèle prussien de construction de l'unité allemande, recrutant dans la petite bourgeoisie moderniste laïcisante, hostile aux expressions obscurantistes de la religion, le Baas au pouvoir a évolué, conformément à ce qui était parfaitement prévisible, en une dictature dont l'étatisme n'était qu'à moitié anti-impérialiste, dans ce sens que, selon les conjonctures et les circonstances, un compromis pouvait être accepté par les deux partenaires (le pouvoir baasiste en Irak, l'impérialisme américain dominant dans la région). Ce « deal » a encouragé les dérives mégalomaniaques du leader, qui a imaginé que Washington accepterait de faire de lui son principal allié dans la région. Le soutien de Washington à Bagdad (avec livraison d'armes chimiques à l'appui) dans la guerre absurde et criminelle conduite contre l'Irak de 1980 à 1989 semblait donner crédibilité au calcul. Saddam n'imaginait pas que Washington trichait, que la modernisation de l'Irak était inacceptable pour l'impérialisme et que la décision de détruire le pays était déjà prise. Tombé dans le piège tendu (le feu vert avait été donné à Saddam pour l'annexion du Koweït – en fait une province irakienne que les impérialistes britanniques avaient détachée pour en faire une de leurs colonies pétrolières), l'Irak a été soumis à dix ans de sanctions destinées à rendre le pays exsangue, de manière à faciliter la glorieuse conquête du vide par l'armée des États-Unis.

On peut accuser de tout les régimes successifs du Baas, y compris celui de la dernière phase de sa déchéance sous la « direction » de Saddam, sauf d'avoir attisé le conflit confessionnel entre sunnites et chiites. Qui donc est responsable des heurts sanglants qui opposent aujourd'hui les deux communautés ? On apprendra certainement un jour comment la CIA (et sans doute le Mossad) ont organisé beaucoup de ces massacres. Mais au-delà il est vrai que le désert politique créé par le régime de Saddam et l'exemple qu'il

donnait de méthodes opportunistes sans principes a « encouragé » des candidats au pouvoir de toutes natures à s'engager dans cette voie, souvent protégés par l'occupant, parfois peut-être naïfs au point de croire qu'ils pourraient « se servir de lui ». Les candidats en question, qu'il s'agisse de chefs « religieux » (chiïtes ou sunnites), de prétendus « notabilités » (paratribales) ou « d'hommes d'affaires » de corruption notoire exportés par les États-Unis, n'ont jamais eu d'ancrage politique réel dans le pays ; même ceux des chefs religieux que les croyants respectaient n'avaient aucune emprise politique qui eût paru acceptable au peuple irakien. Sans le vide créé par Saddam on n'aurait jamais entendu prononcer leurs noms. Face à ce nouveau « monde politique » fabriqué par l'impérialisme de la mondialisation libérale, d'autres forces politiques authentiquement populaires et nationales, éventuellement démocratiques, auront-elles les moyens de se reconstituer ?

Il fut un temps où le Parti communiste constituait le pôle de cristallisation du meilleur de ce que la société irakienne pouvait produire. Le Parti communiste était implanté dans toutes les régions du pays et dominait le monde des intellectuels souvent d'origine chiïte (je dis que le chiïsme produit surtout des révolutionnaires et des leaders religieux, rarement des bureaucrates ou des compradores !). Le Parti communiste était authentiquement populaire et anti-impérialiste, peu enclin à la démagogie, potentiellement démocratique. Est-il désormais appelé à disparaître définitivement de l'histoire, après le massacre de milliers de ses meilleurs militants par les dictatures baasistes, l'effondrement de l'Union soviétique (à laquelle il n'était pas préparé), et le comportement de ceux de ses intellectuels qui ont cru acceptable de revenir d'exil dans les fourgons de l'armée des États-Unis ? Ce n'est hélas pas impossible, mais pas davantage « inéluctable ». Loin de là.

La question « kurde » est une question réelle, en Irak comme en Iran et en Turquie. Mais sur ce sujet également on doit rappeler que les puissances occidentales ont toujours pratiqué avec le plus grand cynisme la règle du « deux poids, deux mesures ». La répression des revendications kurdes n'a jamais atteint en Irak et en Iran le degré de violence policière et militaire, politique et morale permanente qui est celle pratiquée par Ankara. Ni l'Iran, ni l'Irak n'ont jamais été jusqu'à nier l'existence même des Kurdes. On a néanmoins pardonné tout à la Turquie, membre de l'OTAN – une organisation de nations démocratiques nous rappellent les médias, dont l'éminent démocrate qu'était Salazar fut l'un des membres fondateurs comme les non moins inconditionnels de la démocratie que sont les colonels grecs et les généraux turcs !

Les fronts populaires irakiens constitués autour du Parti communiste et du Baas dans les meilleurs moments de son histoire

mouvementée, chaque fois qu'ils ont exercé des responsabilités de pouvoir, ont toujours trouvé un terrain d'entente avec les partis kurdes principaux, qui ont d'ailleurs toujours été leurs alliés.

La dérive « antichiite » et « antikurde » du régime de Saddam est certes réelle : bombardements de la région de Bassorah par l'armée de Saddam après sa défaite au Koweït en 1990, usage de gaz contre les Kurdes. Cette dérive venait en « réponse » aux manœuvres de la diplomatie armée de Washington qui avait mobilisé des apprentis sorciers pressés de saisir l'occasion. Elle n'en demeure pas moins une dérive criminelle, de surcroît stupide, le succès des appels de Washington ayant été fort limité. Mais peut-on attendre autre chose des dictateurs façon Saddam ?

La puissance dont témoigne la résistance à l'occupation étrangère, « inattendue » dans ces conditions, semblerait « relever du miracle ». Ce n'est pas le cas, car la réalité élémentaire est simplement que le peuple irakien dans son ensemble (arabe et kurde, sunnite et chiite) déteste les occupants et connaît ses crimes quotidiens (assassinats, bombardements, massacres, tortures). On devrait alors imaginer un Front Uni de Résistance Nationale (appelez-le comme vous voudrez) se proclamant tel, affichant des noms, la liste des organisations et partis qui le constituent, leur programme commun. Ce n'est pas le cas jusqu'à ce jour, en particulier pour toutes les raisons procédant des destructions du tissu social et politique produites par la dictature de Saddam et celle des occupants. Mais quelles qu'en soient les raisons, cette faiblesse constitue néanmoins un handicap sérieux, qui facilite les manœuvres de division, encourage les opportunistes jusqu'à en faire des collaborateurs, jette la confusion sur les objectifs de la libération.

L'islam politique qui en Irak comme ailleurs s'est engouffré dans le vide produit par l'autocratie du régime nationaliste est largement responsable de cette dérive. Car un projet théocratique comme le sien appelle nécessairement à la guerre civile entre les confessions musulmanes, séparées par leurs lectures particulières de la loi religieuse, en l'occurrence wahhabite séoudie, sunnites traditionnelles, chiites. Les appels au meurtre proférés en particulier par les wahhabites (armés des dollars du pétrole) sont responsables de l'impasse tragique dans laquelle s'est enfermée la résistance irakienne. L'histoire démontre ici comme ailleurs que la laïcité est le seul moyen d'éviter les guerres de religion.

Qui parviendra à surmonter ces handicaps ? Les communistes devraient être bien placés pour le faire. Déjà les militants – présents sur le terrain – se démarquent de ceux des « leaders » (ceux que les médias dominants sont les seuls à connaître !) qui, ne sachant plus sur quel pied danser, tentent de donner un semblant de

légitimité à leur « ralliement » au gouvernement de la collaboration en prétendant compléter par là même l'action de la résistance armée !! Mais beaucoup d'autres forces politiques, dans les circonstances, pourraient prendre des initiatives décisives en direction de la constitution de ce front.

Il reste qu'en dépit de ses « faiblesses » la résistance du peuple irakien a déjà mis en déroute (politique sinon encore militaire) le projet de Washington. C'est précisément ce qui inquiète les Atlantistes de l'Union européenne, ses alliés fidèles. Les associés subalternes des États-Unis craignent aujourd'hui la défaite des États-Unis, parce que celle-ci renforcerait la capacité des peuples du Sud à contraindre le capital transnational mondialisé de la triade impérialiste à respecter les intérêts des nations et des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

Certaines fractions de la résistance irakienne ont fait des propositions qui permettraient de sortir de l'impasse et d'aider les États-Unis à se retirer du guépier : (i) la constitution d'une autorité administrative de transition mise en place avec le soutien du Conseil de Sécurité ; (ii) l'arrêt immédiat des actions de résistance et des interventions militaires et policières des armées d'occupation ; (iii) le départ de toutes les autorités militaires et civiles étrangères dans un délai de six mois. Les détails de ces propositions figurent dans la revue arabe prestigieuse *Al Mustaqbal Al Arabi*, publiée à Beyrouth (numéro de janvier 2006).

29

Le silence absolu que les médias européens opposent à la diffusion du message est, de ce point de vue, le témoignage de la solidarité des partenaires impérialistes. Les forces démocratiques et progressistes européennes ont le devoir de se désolidariser de cette politique de la triade impérialiste et de soutenir les propositions de la résistance irakienne. Laisser le peuple irakien affronter seul son adversaire n'est pas une option acceptable : elle conforte l'idée dangereuse qu'il n'y a rien à attendre de l'Occident et de ses peuples, elle encourage par là même des dérives inacceptables – voire criminelles – dans les pratiques de certains mouvements de résistance.

Plus vite les troupes d'occupation étrangères auront quitté le pays, plus fort aura été le soutien des forces démocratiques dans le monde et en Europe au peuple irakien, plus grandes seront les possibilités d'un avenir meilleur pour ce peuple martyr. Plus longtemps l'occupation durera, plus sombres seront les lendemains qui succéderont à son terme inévitable.

### **L'agression contre le Liban**

L'agression d'Israël contre le peuple libanais, engagée le 11 juillet 2006, fait partie intégrante du plan de Washington pour la

région. Le déploiement de ce projet avait été préparé par l'adoption d'une résolution de l'ONU exigeant le départ de l'armée syrienne du Liban et le « désarmement » du Hezbollah, suite à l'assassinat de Rafic el Hariri, sur lequel la lumière n'est pas faite. Les États-Unis et l'Europe répètent qu'ils exigent l'application intégrale de cette résolution, mais se gardent de rappeler que les moyens de faire appliquer la résolution 242 qui exigeait l'évacuation de la Palestine occupée depuis 1967 n'ont jamais été mis en œuvre! et oublient évidemment d'exiger la restitution du Golan à la Syrie! Les ficelles sont grosses.

Le projet étatsunien qui vise exclusivement à placer l'ensemble de la région sous le contrôle militaire de Washington (déguisé en exportation de la « démocratie »!) a également repris à son compte les fantasmes du sionisme : l'éclatement de la région en micro États basés sur l'ethnie ou la confession religieuse, l'exercice par Israël d'une sorte de « protectorat » sur ces États, dans le sillage de celui des États-Unis.

**30**

La mise en œuvre du projet a néanmoins essuyé un premier revers de taille ; le peuple libanais a donné une leçon d'unité dans la défense de ses combattants, démentant par là même les attentes de Tel-Aviv, de Washington, des Européens. La résistance libanaise a donné, avec des moyens rudimentaires, du fil à retordre aux armées ennemies suréquipées grâce au pont aérien établi à partir de la base des États-Unis de Diego Garcia (d'où l'utilité de ces bases dans le projet mondial criminel de Washington). La résistance populaire armée du Sud-Liban ayant démontré son efficacité, tous les efforts des États-Unis et de l'Europe visent désormais à imposer son désarmement, pour permettre à la prochaine agression d'Israël d'obtenir une victoire facile. Il est nécessaire aujourd'hui plus que jamais de défendre le droit imprescriptible des peuples à préparer leur résistance armée face à l'agresseur impérialiste et à ses agents régionaux.

On ne peut donc en aucune manière accepter les accusations de terrorisme adressées à l'endroit du Hezbollah (et du Hamas pour la Palestine). Il s'agit tout simplement de résistance à l'agression militaire étrangère et au terrorisme d'État qui l'accompagne. Le véritable terrorisme est celui des États-Unis et de l'Otan, comme de l'État d'Israël. Des présidents des États-Unis n'ont-ils pas déclaré maintes fois qu'ils « ramèneraient par leurs bombardements massifs tel ou tel pays à l'âge de la pierre »? Les États-Unis ne se sont-ils pas autorisés à prendre l'initiative de « guerres préventives », c'est-à-dire d'être l'agresseur, et d'utiliser en premier l'arme atomique? Refuser de faire l'amalgame n'est pas souscrire au projet de société du Hezbollah. Celui-ci n'est pas différent de celui des autres partis de

l'islam politique. Le pouvoir d'inspiration chiite qu'il a mis en place relève du même imaginaire théocratique et l'entraîne dans la guerre civile contre les musulmans sunnites. Hezbollah s'inscrit dans la structure d'organisation confessionnelle des pouvoirs et n'appelle pas à son dépassement. Son adversaire, le Parti communiste, demeure le seul parti non confessionnel et donc potentiellement démocratique au Liban. En l'occurrence le qualificatif d'adversaire n'est d'ailleurs pas forcé. Hezbollah a éliminé les communistes qui tenaient la ligne de front face à Israël au Sud-Liban par des moyens véritablement terroristes (assassinats entre autres), soutenu par Téhéran.

### **Le Soudan**

Au Soudan le Parti communiste était parvenu à réussir une conquête exceptionnelle de toute la société moderne du pays : les syndicats ouvriers (en partant des chemins de fer) qui, quoique évidemment « minoritaires » dans la société, n'en représentaient pas moins une force importante non par elle-même mais par le rôle qu'elle remplit pour le peuple tout entier, par sa défense des droits sociaux des travailleurs et des droits démocratiques à l'organisation des classes populaires par elles-mêmes ; les paysans des régions modernisées par l'irrigation, incorporées dans le capitalisme d'une manière plus directe ; les organisations de femmes en lutte contre l'oppression patriarcale ; les jeunes scolarisés et les étudiants ; les professions organisées en syndicats par le Parti ; et même un bon nombre d'officiers de l'armée.

La puissance du Parti communiste dans la société civile « moderne » (ouvriers, paysans de la Gezira, étudiants, femmes, professions et armée) explique que la dictature du général Aboud (soutenue par les Britanniques) ait été battue non par un « contre coup d'État militaire », mais par un mouvement de masse gigantesque (les officiers ayant à leur tour refusé de réprimer). Hauts et bas de la longue lutte qui a suivi, caractérisée par la mobilisation des partis traditionalistes obscurantistes et dévoués au pouvoir colonial (Ansar et Ashiqqa), leur soutien à peu près inconditionnel par les Frères Musulmans et les diplomates de l'Égypte nassérienne et de la Libye de Kadhafi. Le bloc réactionnaire associant les obscurantistes et les « nationalistes » (considérés comme anti-impérialistes sans suffisamment de nuances), a été défendu par l'opinion occidentale fabriquée contre la force la plus démocratique du pays ! Les « victoires » de ce bloc réactionnaire ont toujours été limitées et fragiles, le Parti communiste parvenant chaque fois à remonter la pente et à le faire reculer. Le Parti communiste n'a pas tenté un coup d'État militaire (qui lui fut fatal) comme on le dit. Le Général Nimery avait

lui été mis en place par un coup militaire, soutenu par l'alliance réactionnaire, les diplomaties égyptienne et libyenne, les Frères Musulmans, les États-Unis et la Grande-Bretagne. Mais dans l'armée elle-même tous les officiers n'étaient pas partisans de ce coup. Ce sont eux (des officiers communistes et proches d'eux, des nationalistes progressistes) qui ont, sans difficulté, isolé (et mis aux arrêts) Nimery. Derrière ce succès se profilait un retour d'un pouvoir civil démocratique, la place du Parti communiste dans celui-ci se trouvant renforcée. Un troisième contre coup militaire réactionnaire (avec cette fois l'intervention directe des puissances étrangères et de Kadhafi) a annulé la perspective démocratique.

Au Soudan, la défaite de la tentative d'enrayer la contre-révolution de Nimery a ouvert la voie à un régime associant la dictature des militaires à celle des « islamistes ». Mais en dépit de la sauvagerie de ce type de pouvoir les secteurs « modernes » de la société constituent un front de résistance (mais désormais plus passive qu'active), ignoré par les « amis de la démocratie » d'Occident. L'interminable guerre du Sud, l'éclatement du pays (provinces de l'Est, Darfour à l'ouest) sont le prix que le peuple soudanais paie pour cette défaite de ses avancées révolutionnaires. L'intervention, « humanitaire » entre autres, des puissances occidentales ne rachète pas leur association étroite à l'assassinat de la démocratie soudanaise. Sans compter les intérêts économiques directs qui motivent ces interventions (pétrole et uranium en particulier).

32

### **Le Yémen du Sud**

Au Yémen du Sud les Britanniques avaient renforcé – voire créé de toutes pièces quand nécessaire – un émiettement pseudo féodal soumis, partagé les pouvoirs locaux apparents en une multitude de « mashiakhas » (domaines de « cheikhs » ou prétendus tels), de sultanats et émirats (réduits à une bourgade et trois villages), réservant à l'administration coloniale directe le port d'Aden. Le mouvement communiste (unifié sous le nom de Parti socialiste) n'a pas eu de difficulté à rassembler toutes les composantes de la société moderne (travailleurs du port, étudiants, classes moyennes urbaines) sous le drapeau : « abolition des structures mises en place par les Britanniques, unité, libération, socialisme ».

Le Parti (ici officiellement « socialiste ») s'est constitué à partir de cinq groupes communistes d'origines diverses, qui ont compris qu'il leur fallait fusionner (tout en gardant leur personnalité propre). Les Britanniques, qui avaient décidé d'octroyer une fausse indépendance à leurs colonies (Aden, les Émirats de la Côte des Pirates), avaient développé un plan garantissant le transfert « pacifique » du pouvoir aux féodalités (émirats et autres) dont ils avaient renforcé les pouvoirs



durant la période coloniale. Le plan de Londres a fonctionné sans accroc sur la côte du Golfe, produisant les « Émirats Arabes Unis ». Le Parti socialiste du Yémen du Sud n'a pas joué le jeu, mais est parvenu à mobiliser tous les éléments dynamiques de la société autour du mot d'ordre : indépendance réelle, abolition des systèmes d'oppression politique prétendus « traditionnels », justice sociale. Sa radicalité a payé : ce sont les forces qu'il a mobilisées qui sont entrées dans Aden, puis dans l'ensemble des chefs lieux du pays. Ces forces ont même court-circuité un concurrent soutenu par Nasser et le régime du Yémen du Nord. Les avancées réalisées par la suite sont également incontestables, en particulier dans la libération des femmes, faisant reculer l'obscurantisme, ouvrant la voie à une interprétation moderne et démocratique de la religion et à la laïcité de l'État. Sa popularité n'est pas davantage contestable.

Le pouvoir communiste s'est véritablement suicidé en 1991 en acceptant l'unité avec le Yémen du Nord. Comment expliquer ce choix incroyable ? Certes le Yémen constitue une seule nation et l'aspiration de son peuple à gommer la séparation créée par la colonisation britannique de sa côte méridionale est réelle. Mais le rapport Nord/Sud au Yémen n'était pas l'analogue de celui qui opposait l'Allemagne de l'Ouest à celle de l'Est. Ici exactement l'inverse. La société (« arriérée ») et le pouvoir politique du Nord, même après la « révolution » ayant chassé l'imam, mais pour le remplacer par un populisme inspiré des discours confus à la Kadhafi (un pouvoir au demeurant qui n'a pas grand-chose à son crédit en matière de réalisations progressistes), n'exerçaient aucune attirance sur celle du Sud. La preuve : au lendemain de « l'unité » le peuple du Sud s'est révolté pour la rejeter, et s'est considéré « trahi par les chefs de son parti ». Il a fallu donc la répression militaire brutale pour imposer l'unité. Explication partielle : certains dirigeants du Parti (mais pas tous), désespérés après l'effondrement de l'URSS, ont voulu rallier le camp de ceux qu'ils estimaient devoir finir par être les victorieux. Certains ont craint (ils n'avaient pas tort) un blocus économique sauvage des Occidentaux, peut-être même une intervention militaire sous un prétexte quelconque.

## **En conclusion**

L'islam politique défend les intérêts des classes privilégiées et de ce fait ne peut être un adversaire authentique de la mondialisation capitaliste-impérialiste. Washington le sait bien et pour cette raison ne craint pas une alternative de pouvoir exercé par les « islamistes modérés ».

Aujourd'hui les « conflits politiques » opposent dans la région trois ensembles de forces : celles qui se revendiquent du passé

nationaliste (mais ne sont plus en réalité que les héritiers dégénérés et corrompus des bureaucraties de l'époque nationale-populiste), celles qui se revendiquent de l'islam politique, celles qui tentent d'émerger autour d'une revendication « démocratique » compatible avec la gestion économique libérale. Le pouvoir d'aucune de ces forces n'est acceptable pour une gauche attentive aux intérêts des classes populaires et à ceux de la nation. En fait à travers ces trois « tendances » s'expriment les intérêts des classes compradore affiliées au système impérialiste en place. En fait la diplomatie des États-Unis tient ces trois fers au chaud, s'employant à jouer de leurs conflits pour son bénéfice exclusif.

Cela étant Hezbollah et Hamas, comme tous les patriotes libanais et palestiniens, se heurtent frontalement à la colonisation sioniste et, de ce fait, sont devenus par ricochet les ennemis de Washington. Il en est de même des Talibans, hier encore instruments de la stratégie des États-Unis, devenus gênants depuis que l'occupation permanente de l'Afghanistan est devenue une exigence du projet de domination de l'Asie centrale et d'encercllement militaire de la Chine et de la Russie. Quant aux terroristes de Al Qaida (dont le porte-drapeau Ben Laden a été et est encore peut-être un agent de la CIA), leurs interventions viennent toujours bien à propos pour donner un semblant de légitimité au projet militaire de Washington!

34

Une stratégie alternative de démocratisation des sociétés de la région, indissociable du progrès social et du respect de la souveraineté des nations, exige la mise en déroute à la fois du projet de contrôle militaire des États-Unis dans la région et le monde et du projet théocratique réactionnaire de l'islam politique. Car les deux projets se nourrissent l'un de l'autre et sont de ce fait objectivement solidaires. Tenter de « s'insérer » dans les conflits qui opposent les « régimes » et l'islam politique par des alliances avec ceux-ci ou ceux-là (préférer les régimes en place pour éviter le pire – l'islam politique ; ou au contraire chercher à s'allier à celui-ci pour se débarrasser des régimes) est voué à l'échec. La gauche doit s'affirmer en engageant les luttes sur les terrains où celles-ci trouvent leur place naturelle : la défense des intérêts sociaux des classes populaires et l'affirmation de la souveraineté nationale, conçues comme indissociables de la démocratisation des sociétés. Tous les démocrates du monde doivent soutenir les chances de ces forces et, dans cet esprit, d'abord condamner sans restriction aucune toutes les interventions des États-Unis, de l'Otan, d'Israël, des Nations unies domestiquées et de leurs alliés locaux dans la région.

La région du « Grand Moyen-Orient » est aujourd'hui centrale dans le conflit qui oppose le leader impérialiste et les peuples du monde entier. Mettre en déroute le projet de l'establishment de

Washington constitue la condition pour donner à des avancées en quelque région du monde que ce soit la possibilité de s'imposer. À défaut, toutes ces avancées demeureront vulnérables à l'extrême. Cela ne signifie pas que l'importance des luttes conduites dans d'autres régions du monde—en Europe, en Amérique latine, au Népal, ailleurs—puisse être sous-estimée. Cela signifie seulement qu'elles doivent s'inscrire dans une perspective globale qui contribue à mettre en déroute Washington dans la région qu'il a choisie pour sa première frappe criminelle.

